



«La transformation de l'ONU ne tombera pas du ciel»

ONU (I) • L'économiste égyptien Samir Amin critique les «réformettes» de Kofi Annan et appelle à une transformation radicale des Nations Unies, bientôt sexagénaires.

PROPOS RECUEILLIS
PAR SIMON PETITE

Rencontre avec Samir Amin. L'économiste égyptien est directeur du Forum du tiers monde et président du Forum mondial des alternatives.

Le Courrier. On dit souvent que l'ONU a été paralysée pendant toute la Guerre froide et qu'elle n'a pu agir qu'après l'effondrement de l'URSS. Qu'en pensez-vous?

Samir Amin: C'est une image très éloignée de la réalité. Bien sûr que les deux superpuissances se sont bloquées mutuellement en usant de leur droit de veto au Conseil de sécurité. Mais tant mieux. Car l'affrontement Est-Ouest a limité leur capacité d'intervenir militairement en dehors de leur pré carré, créant du même coup un espace pour les pays du Sud nouvellement indépendants.

Beaucoup d'Etat asiatiques ou africains ont pu nationaliser leurs ressources naturelles, se protéger des importations bon marché pour construire une industrie nationale, réaliser des réformes agraires, développer les services sociaux... Pendant cette période, le taux de croissance mondial atteignait 5% et les inégalités se sont réduites. On ne peut pas en dire autant aujourd'hui.



Samir Amin: «Kofi Annan est un secrétaire général réaliste. Il ne fait que proposer des réformes acceptables par les pouvoirs dominants du moment. Or c'est exactement le contraire dont nous avons besoin». SPE

Quelle a été l'influence de l'ONU?

– Les transformations démarrent toujours au niveau national. Mais les Nations Unies ont créé un espace de développement. Elles ont facilité les transferts de technologie, les érigeant comme un devoir des pays industrialisés. Aux antipodes de la surprotection de la propriété intellectuelle par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sur le plan politique, l'ONU a apporté son soutien moral aux luttes de libération nationale. Ce n'est pas rien.

Vous dénoncez «un complot pour assassiner l'ONU». De quand date-t-il?

– De la guerre de Bosnie. En 1990, Saddam Hussein a été assez bête pour tomber dans le piège qu'on lui avait tendu. En refusant ensuite de se retirer du Koweït, il a créé des conditions exceptionnelles qui ont permis le déguisement de l'agression des Etats-Unis en opération onusienne. En Bosnie, le masque est tombé: l'OTAN s'est substituée à l'ONU. Puis les Etats-Unis ont proclamé la

doctrine de guerre préventive, qu'il ont appliquée contre l'Irak pour renverser Saddam.

En somme, l'ONU souffrirait de la puissance sans partage des Etats-Unis...

– Le modèle unipolaire est inacceptable et dangereux, car la seule superpuissance peut imposer le droit du plus fort. Georges W. Bush n'en fait pas mystère, lui qui affirme l'inutilité du droit international et de l'ONU. Mais à terme, l'unipolarité n'est pas tenable. Voilà pourquoi je suis optimiste.

Est-il possible de renouveler l'ONU dans l'environnement international actuel?

– La transformation de l'ONU ne peut pas tomber du ciel. Pas plus qu'elle ne peut être décrétée par Kofi Annan. D'ailleurs, veut-il vraiment changer les Nations Unies? M. Annan est un secrétaire général «réaliste». Il ne fait que proposer des réformes acceptables par les pouvoirs dominants du moment. Or c'est exactement le contraire dont nous avons besoin! Les rafistolages de M. Annan me pa-

raissent même dangereux, car elles entretiennent l'illusion qu'on peut concilier l'inconciliable: le projet étasunien de domination de la planète avec le droit de tous les peuples.

Une transformation réelle des Nations Unies impliquera une jonction de plusieurs volontés. Les Européens doivent sortir du néolibéralisme et de l'alignement sur Washington. Si vous me l'aviez demandé il y a deux ans, je n'en aurais vu aucun indice. Aujourd'hui, les Français et les Néerlandais ont refusé la Constitution, non pas parce qu'ils rejettent la construction européenne, mais parce qu'ils dénoncent son orientation. Il faut aussi que les pays du Sud s'unissent comme ils l'avaient fait à Bandung en 1955¹. Là aussi, il y a des frémissements, comme les alliances conclues lors de la conférence de l'OMC de Cancun en 2003. Les rapports de force peuvent changer.

N'avez-vous pas peur que vos critiques à l'égard des Nations Unies apportent de l'eau au moulin de

ceux qui militent pour la disparition de l'organisation?

– Je refuse d'entrer dans le débat mesquin de dénigrement de l'ONU. Il y a à l'ONU des fonctionnaires compétents, d'autres moins. Comme dans toutes les administrations nationales.

Je me situe sur un autre plan, celui de la nécessité absolue d'une institution pour gérer les relations internationales.

Kofi Annan propose d'augmenter le nombre de membres permanents du Conseil de sécurité ayant un droit de veto. Une manière de contrebalancer la puissance des Etats-Unis?

– Je me méfie de cette mesure. Je ne suis pas contre le fait que l'Inde, le Brésil, l'Allemagne ou le Japon décrochent un siège au Conseil de sécurité mais ce n'est pas suffisant. On ne démocratisera pas l'ONU en augmentant le nombre des privilégiés.

Que proposez-vous?

– Il faut renforcer le rôle de l'Assemblée générale, où chaque pays dispose d'une voix, et muscler la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye. Celle-ci présente l'intérêt de pouvoir condamner des Etats et pas seulement des individus, comme va le faire la Cour pénale internationale (CPI). Il s'agit de rétablir l'ONU dans sa première fonction, qui est la préservation de la paix. Pour cela, il faut pouvoir sanctionner les pays agresseurs. En 1986, la CIJ avait condamné les Etats-Unis pour avoir miné les ports du Nicaragua sandiniste. Ce jugement est resté lettre morte car son exécution dépend du Conseil de sécurité, où Washington dispose de son veto. L'avis récent de la CIJ déclarant illégal le mur construit par Israël n'est pas suivi d'effets pour la même rai-

UNE SÉRIE SUR L'ONU

L'Organisation des Nations Unies (ONU) fêtera ce printemps le sixième anniversaire de sa création. Le 26 juin 1945, les représentants de cinquante Etats réunis à San Francisco signaient la Charte des Nations Unies.

«Si l'immeuble des Nations unies à New York avait dix étages de moins, cela ne ferait pas une grande différence», a claironné un jour John Bolton, celui que George W. Bush veut nommer contre vents et marées ambassadeur à l'ONU. Tout au long de leur existence, les Nations Unies ont connu bien des turpitudes mais cette fois, elles doivent affronter une campagne de dénigrement systématique des tout puissants Etats-Unis. Englué dans le scandale «pétrole contre nourriture», Kofi Annan vient de proposer une série de réformes de l'ONU.

Ces prochaines semaines, *Le Courrier* tentera d'apporter son éclairage sur l'état et les nécessaires transformations de l'ONU. Samedi prochain, «le bazard des casques bleus». SPE

son. Les choses se passeraient différemment si les sanctions étaient décidées par l'Assemblée générale de l'ONU.

Sur le plan économique, nous devons repenser une organisation qui permette de maîtriser les flux commerciaux et financiers. Là dessus, Kofi Annan ne dit mot. Comme tout le monde, il s'en remet au marché. Les fameux objectifs du millénaire sont symptomatiques de ce consensus. Ce sont des vœux pieux. Réduire de moitié la pauvreté, garantir l'accès à l'eau potable... Qui oserait affirmer le contraire? La vraie question est de savoir comment y parvenir.

Vos propositions n'ont rien de révolutionnaires. Vous réclamez le retour à la Charte des Nations Unies, dont le but premier est de prémunir les peuples de la guerre...

– Aujourd'hui, le secrétaire général de l'ONU ne peut réclamer le retrait des envahisseurs de l'Irak. Le rétablissement de l'autorité est pour le moment inaccessible. Mais, à la fin, ce sont les opinions publiques qui feront pencher la balance et diront si nos propositions sont applicables.

¹La conférence de Bandung (Indonésie) en 1955 marque l'émergence d'un troisième bloc: les Non-alignés. Autour de celle-ci en avril 1995, on trouve les présidents Tito (Yougoslavie), Nasser (Egypte), Nehru (Inde) ou encore Sukarno (Indonésie).

«On veut ouvrir une brèche»

TORTURE •

Un opposant réfugié en Suisse tentera, devant la justice genevoise, d'obtenir réparation pour les supplices qu'il a subis.

Ténacité, patience et imagination figurent parmi les qualités requises pour être un chasseur de tortionnaires efficace. Jeudi prochain, les avocats de TRIAL (Track Impunity Always – association suisse contre l'impunité) se retrouveront au Palais de justice de Genève pour réclamer, dans le cadre d'une procédure civile entamée il y a tout juste un an, des dommages et intérêts à un ancien ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel, ainsi qu'à l'Etat tunisien. Une première. Ils agissent pour le compte d'un réfugié en Suisse, Abdennacer Naït-Liman, qui a été torturé pendant plus d'un mois, en 1992, dans les locaux du ministère.

Il y a quatre ans, TRIAL avait également déposé une plainte pénale contre ce dignitaire. Ce dernier effectuait alors un séjour à l'Hôpital cantonal pour y recevoir des soins. Reconnu par un employé, M. Kallel avait pris la fuite avant l'arrivée de la police. Selon des opposants au régime de Zine El Abidine Ben Ali, l'ancien ministre aurait été exfiltré par les services tunisiens, l'affaire s'étant ébruitée jusqu'à l'ambassade de Paris. Le procureur général Daniel Zappelli avait alors classé la plainte.

La procédure lancée sur le plan civil constitue une première en Suisse, affirme TRIAL. «On veut ouvrir une brèche», confirme M^e François Membrez, vice-président de l'organisation. Elle «permettra de déterminer si le système juridique suisse est conforme aux standards internationaux en ce qui concerne le droit des victimes de crimes internationaux d'obtenir réparation de leur dommage». Les avocats de TRIAL tenteront de faire reconnaître à la justice genevoise que le plaignant se trouve dans l'impossibilité d'assigner Abdallah Kallel dans son propre pays, puisqu'il a dû le quitter en raison des persécutions subies – c'est le principe juridique du «for de nécessité». Enfin, les défenseurs des droits humains feront valoir que l'immunité ne s'applique pas aux auteurs d'actes de torture, selon les dispositions de la Convention internationale contre la torture.

Reste à savoir si M. Kallel, qui ne viendra évidemment pas à Genève, et l'Etat tunisien se feront représenter lors de cette audience préliminaire ou s'ils se contenteront d'ignorer l'affaire. «Pour l'instant, aucun avocat ne s'est manifesté», précise M^e Membrez. OLIVIER CHAVAZ

Une perspective altermondialiste sur l'ONU

Que penser de l'ONU? S'agit-il d'un allié pour transformer le monde ou est-ce une appendice des grandes puissances servant à légitimer leurs interventions?

Le CETIM (Centre Europe Tiers Monde) vient de publier un ouvrage collectif rassemblant des «avis peu entendus»: «ONU: droits pour tous ou loi du plus fort? Regards militants sur les Nations Unies». Selon CETIM, le mouvement altermondialiste aurait tout intérêt à se pencher sur les possibilités offertes par le système des Nations Unies. Certes, «les changements dans le monde viendront d'en bas». Mais il existe des «convergences entre les aspirations des mouvements sociaux et les droits stipulés par l'ONU».

Le CETIM a rassemblé les contributions d'une vingtaine d'auteurs d'une dizaine de pays. Parmi eux, Samir Amin, José Bové, Jean Ziegler, Michel Warszawski...

«Il était grand temps que les militants, en particulier, altermondialistes, s'approprient ce bien commun qu'est l'ONU. Ce livre va contribuer de façon décisive à mettre le chantier de la réforme des institutions internationales au premier rang des débats et des campagnes de tous ceux qui luttent pour un autre monde possible», commente Bernard Cassen, président d'ATTAC-France. SPE

¹432 pages, 27 CHF ou 17 Euros, CETIM, 6 rue Jean-Charles Amat, 1202 Genève, cetim@bluewin.ch, www.cetim.ch.



www.fgc.ch

La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.